



L'Agefi Actifs

Veille, vendredi, 3 décembre 2010, p. 22

Lu pour vous

Le patrimoine des ménages en mutation

Selon une étude de l'Insee, 94,7 % des ménages vivant en France possèdent un patrimoine : 92 % détiennent des produits financiers, 61,7 % disposent d'un bien immobilier et 15,7 % ont des actifs professionnels. En revanche, seuls 13 % d'entre eux possèdent les trois à la fois. Intitulée « Patrimoine des ménages début 2010 : une recomposition au détriment de l'épargne logement », l'enquête met en évidence une moins grande diversification des patrimoines qui se manifeste par un recentrage des portefeuilles financiers sur un nombre plus restreint de produits comme l'assurance vie ou les placements jugés moins risqués et note la désaffection des Français pour le plan d'épargne logement.

Un désintérêt des ménages pour l'épargne logement. Les produits d'épargne-logement sont ceux qui ont connu le plus net repli ces six dernières années. Alors qu'en 2004, comme en 1998, plus de quatre ménages sur dix détenaient ce type de placement, ils ne sont plus que trois sur dix en 2010. Cette désaffection concerne quasiment exclusivement le plan d'épargne logement (PEL) détenu par moins d'un ménage sur quatre. Elle s'explique en partie par le changement de régime fiscal et social du PEL en 2006 qui a entraîné une décollecte massive et une forte

baisse d'encours depuis cette date, découlant en partie de la fermeture de plans de plus de dix ans.

Le succès de l'assurance vie se confirme. Alors que la détention de produits d'épargne retraite individuels est stable depuis dix ans (environ 9 % des ménages sont concernés), de plus en plus de ménages détiennent de l'assurance vie ou de l'assurance décès volontaire : 41,8 % en possèdent au moins une en 2010, contre 35,3 % en 2004 et 34,6 % en 1998. Aujourd'hui, 59,8 % des détenteurs d'assurance vie n'ont que des contrats en euros. Le plan d'épargne populaire (PEP) s'éteint progressivement. Seuls 4,4 % des ménages en détiennent un.

Les livrets restent plébiscités... Les placements liquides et peu risqués se maintiennent à un niveau élevé, quelle que soit la tranche d'âge du ménage. En témoigne le Livret A (ou Bleu) dont la détention augmente sensiblement entre 2004 et 2010. La généralisation de sa distribution au-delà du réseau historique (La Poste, Caisse d'Epargne et Crédit Mutuel) n'y est pas étrangère. En revanche, les valeurs mobilières séduisent moins puisqu'ils ne sont plus qu'un cinquième à en détenir en 2010, contre un quart en 2004. Ce repli concerne à la fois le compte titres ordinaire et le plan d'épargne en

actions (PEA). Pour la première fois depuis sa création en 1992, ce dernier recule.

... tout comme l'immobilier. Les détenteurs de leur résidence principale représentent 58 % de l'ensemble de la population, et les ménages possédant une résidence secondaire ou de l'immobilier de rapport, 18,7 %, une augmentation de près de 3 points par rapport à 2004.

Dans les départements d'Outre-mer. L'enquête Patrimoine, qui a été étendue en 2010 aux départements d'Outre-mer (hors Guyane), fait ressortir que 86,6 % des ménages ultramarins détiennent un patrimoine financier et 56,9 % un patrimoine immobilier. Ces chiffres sont inférieurs de cinq points environ à ceux de France métropolitaine. Hors effets de structure (type de ménage, âge ou situation professionnelle), le taux de détention d'un patrimoine immobilier n'est plus inférieur que de 0,5 point dans les DOM, tandis que la différence concernant le patrimoine financier reste importante : -4,3 points en défaveur des DOM, dont -4,2 points pour les assurances décès non volontaires ou encore -10,5 points pour l'assurance vie, cette dernière étant compensée par l'assurance décès (vie entière, fonds perdus ou rente éducation) : +15,8 points pour l'Outre-mer par rapport à la métropole.

Illustration(s) :



EUROPRESSE.COM

une collection de CEDROM SNI